

Les temps que nous traversons sont marqués par un paradoxe : alors que, depuis vingt ans, le capitalisme est le seul système économique en service sur la planète, tout le monde - que ce soit dans les rangs de ses défenseurs comme parmi ses opposants - s'accorde à dire qu'il fonctionne mal. Les spasmes qui l'affectent sont de plus en plus aigus et rapprochés, entraînant non seulement la dégradation de notre condition (pauvreté, précarité, chômage) et de nos relations (sentiment d'injustice, violences) mais aussi celle de tout notre environnement. Car même si certains en appellent aux énergies non polluantes et au "développement durable", la tendance générale est à l'insouciance en regard de la raréfaction des matières fossiles et de l'extinction de milliers d'espèces animales et végétales. Le paradoxe est donc celui-ci : d'une part nous créons des nuisances, d'autre part nous nous plaignons d'en pâtir.

Comment il est possible qu'un processus qui relève à ce point de l'inconséquence perdure à si grande échelle. Cette question, bien sûr, d'autres que nous se la posent et tentent d'y répondre. L'idée la plus répandue, à gauche comme à droite, est que le capitalisme est devenu incontrôlable du fait qu'il est passé sous la coupe de la finance. Ses supporters estiment qu'il faut l'amender, le réformer, le réguler, le *moraliser*... sans toutefois préciser d'où surgirait une éthique qui fait aujourd'hui défaut, ni pourquoi l'on s'y rallierait comme un seul homme. A l'opposé, ses détracteurs considèrent qu'il faut l'abolir et lui trouver une *alternative*. Ils en appellent généralement à la gouvernance des États, à l'arbitrage des instances internationales et à un sursaut citoyen. Mais là encore, les actes ne relaient pas les paroles.

"Sortir de la crise"... Sur le sujet, des quantités de livres sont écrits et les discours se succèdent. Les chefs d'états, de sommets en sommets, élaborent des "plans de sauvetage" qui ne sauvent en définitive que les banques tandis que "l'opposition" (ou ce qui se présente comme telle) reste incapable de fédérer le moindre consensus. Comme disait Oscar Wilde, "l'homme connaît le prix de tout mais la valeur de rien". La politique est submergée par le processus marchand.

A nouveau, comment peut-on rester durablement incapable de maîtriser un processus dont on sait qu'il constitue une menace ? Si notre raison est à ce point impuissante, n'est-ce pas que le discours de légitimation qui porte le capitalisme repose sur une *passion* ? Comme le procès du capitalisme se réduit souvent à celui de ses acteurs, on pense ici d'abord à la passion du profit. Si tout va mal, c'est la faute aux patrons, aux actionnaires et aux traders. Comme si, dans cette histoire, le citoyen n'avait aucune responsabilité à endosser. Or qu'est ce qui *glorifie* mieux le capitalisme que la passion de consommer ? Si la nostalgie des Trente glorieuses transparait jusque dans nos luttes sociales, à travers la défense du *sacro-saint* pouvoir d'achat, en revanche, on a tendance à voir plus facilement la paille dans l'œil du voisin que la poutre dans le sien.

Au fond, si beaucoup de ceux qui *subissent* aujourd'hui le système ne le contestent pas radicalement, n'est-ce pas parce qu'ils aimeraient en *profiter* davantage eux-mêmes ? "Partager les fruits de la croissance", comme disent les plus lettrés d'entre eux. De fait, quand les médias nous assènent qu'il faut "rassurer les marchés" ou "restaurer la confiance", qui cet appel à la foi du charbonnier fait-il sursauter ?

Le capitalisme est rarement considéré pour ce qu'il est, une *utopie*, telle que l'homme en a cultivé tant et tant au fil de son histoire. Pour nous en convaincre, rappelons-nous seulement comment, quand le Mur est tombé, le monde entier a entonné le cantique de "la fin des idéologies". Si l'argent règne en maître, c'est qu'une immense majorité de citoyens, qui ne sont ni patrons ni actionnaires (et qui s'en prennent même à eux) sont inconscients d'en être les premiers serviteurs. Vouloir ne s'attaquer qu'aux riches et aux puissants, c'est donc céder au simplisme. Le goût du lucre se décèle également chez bon nombre de gens simples, parfois surendettés du fait que l'acte d'acheter est devenu compulsif. Le réduire à celui du profit est intellectuellement malhonnête. De même, seul ne nous semblerait sérieux qu'un projet politique qui serait construit sur une réflexion de fond sur les rapports que nous entretenons avec la marchandise.

### **Au delà de l'argent : le confort, la rationalité et un sens aigu de l'efficacité**

On aime l'argent pour les plaisirs et la puissance qu'il nous procure. Ce n'est pas lui que nous adorons *in fine* mais une image de nous-mêmes, fondamentalement narcissique. C'est pourquoi on est toujours étonné d'entendre certains intellectuels affirmer que le propre de "l'homme moderne" est de *désenchanter le monde*. Ce n'est jamais que la nature qu'il profane tandis qu'il idolâtre la marchandise (et avec elle les moyens techniques qui lui permettent de la produire en abondance). C'est parce que nous n'avons pas conscience de fétichiser la marchandise que celle-ci nous *aliène*. Plus nous croyons la posséder (par l'achat, le brevetage et surtout par la satisfaction du plaisir qu'elle nous procure), plus elle nous "possède". Car chaque satisfaction d'un désir en génère un autre de facto. Au final, *toute chose* nous apparaît *nécessaire* : on est aliéné par la marchandise pour la raison que l'on n'approche plus le monde que sous le seul angle de la nécessité. Dès lors, toute notre économie est organisée de sorte à satisfaire un nombre sans cesse croissant de besoins (ou ce qui est ressenti comme tel) : elle est axée sur une *production* frénétique de biens. Il en est ainsi depuis l'avènement d'*homo oeconomicus*, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Depuis que la production est devenue une fin en soi. Et même la finalité suprême.

Le travail humain ne suffisant plus à garantir la production *attendue*, la machine est arrivée, plus *efficace*. Et c'est précisément parce qu'elle est plus efficace que le travail humain est dévalué, et avec lui l'homme tout entier. C'est parce qu'elle produit toujours plus de biens ressentis comme absolument nécessaires qu'elle est vécue comme un progrès tandis que l'on s'aliène au travail et que l'on y perd notre dignité. Or cette obsession de l'efficacité prend sa source dans le processus de rationalisation. En 1920, Max Weber voyait dans la rationalité l'essence même du capitalisme : la quête du rendement *précède* celle du profit. La division du travail répond à un souci de l'organiser qui dépasse le cadre strict de l'entreprise privée: elle touche en effet tous les secteurs, non seulement l'activité marchande mais aussi le droit et l'administration. Quand, dans les années 1940, Joseph Schumpeter montrait comment l'innovation technique était devenue le ressort de l'économie, il circonscrivait la notion de rendement à l'économie et, ce faisant, il l'assimilait simplement au machinisme. Or, en 1954, dans La Technique ou l'Enjeu du siècle, Ellul avançait une idée plus radicale : la technique conditionne l'ensemble de nos rapports au monde. Elle ne se définit plus uniquement par des éléments objectifs (les machines) mais aussi par toute une façon d'organiser le travail (en le parcellisant). C'est parce que nous n'avons pas été attentifs à ce qui se passait dans nos consciences au moment où nous perfectionnions nos outils que notre conception du monde est devenue schizophrénique: d'un côté le travail, la production et les cadences infernales ; de l'autre, l'obsession du confort matériel. Pas de production sans sacrifices, pas de consommation sans hédonisme.

C'est donc s'abandonner à la naïveté que de ne voir par exemple dans le Front Populaire que l'accomplissement d'un idéal émancipateur. La réduction du temps de travail à quarante heures hebdomadaires, les congés payés et les centres de loisirs ont été les soupapes de la machine productiviste. Et même le combustible. Car si "le *but* de la société est le bonheur commun" (article I<sup>er</sup> de la Déclaration de l'an I), c'est bien que la pulsion hédoniste *précède* le culte du travail pour mieux pouvoir le justifier par la suite (Ellul, Métamorphose du bourgeois, 1967).

La quête du bonheur se réduit vite à celle du confort et elle ne connaît *pas de limites* : c'est parce qu'il les croit illimitées que le monde entier pille les ressources naturelles. Ce saccage est donc l'expression d'une double tendance : d'une part nous désacralisons la nature, d'autre part nous *sacralisons* les outils par lesquels nous *désacralisons* la nature. Si nous avons si peu de scrupules à la souiller, c'est qu'il y a quelque chose en nous de bien plus puissant que la peur de subir les effets de sa pollution. Le mot "libéralisme" prend ici tout son sens : nous *croyons* éperdument que nos outils nous *libèrent* des servitudes naturelles. Nous attendons les "nouvelles technologies" comme le messie, en espérant qu'elles nous délivrent, non pas du mal (que nous n'absoluisons plus) mais des contraintes que nous imposent la terre, le ciel et l'eau. Le paradoxe est là : nous croyons désenchanter le monde quand notre prétention à le dominer provoque la naissance d'un enchantement que nous n'identifions pas comme tel.

Le monde est donc ingouvernable pour des raisons qui dépassent largement le cadre de l'économie et de la politique et qui sont d'ordre anthropologique. La cause première du désordre actuel est une *confusion mentale* généralisée : les hommes se persuadent qu'ils peuvent maîtriser leur vie et le monde par l'entremise des techniques alors qu'ils sont en fait esclaves de leurs désirs. Et ils en sont les esclaves parce qu'ils s'imaginent que leurs techniques leur permettront de les satisfaire éternellement. Au début des années 1950, Gunther Anders a été l'un des tous premiers à décrire cet état mental qu'il qualifiait d'*hybris* : c'est parce que l'homme n'a pas conscience des limites de son environnement qu'il s'abandonne à la démesure. Mais c'est à Jacques Ellul qu'il revient, à la même époque, d'avoir expliqué pourquoi cet abandon intervenait à ce moment précis de l'après-guerre et quel était la généalogie de ce processus.

### **Le chassé-croisé de la raison et de la croyance**

L'homme est la victime d'une monumentale erreur de jugement. Depuis les Grecs, il se persuade qu'il peut se connaître objectivement, sans chercher au passage à s'embellir. Il se considère comme "la mesure de toute chose", il insulte les dieux, tel Prométhée, convaincu de maîtriser son destin par le seul exercice de son jugement. Et quand au XVIII<sup>e</sup> siècle, lors de la Révolution industrielle, il se dote des moyens de concrétiser son rêve, ceux-ci deviennent le fin du fin mais surtout la fin des fins. Ainsi, substitue-t-il au monde l'image qu'il s'en fait. Il maîtrise la nature (à commencer la sienne, via la médecine) mais cela jusqu'à l'obsession : l'excès de raison le mène à la déraison. Plus il se *croit* rationnel, moins il *est* raisonnable. Il s'enorgueillit de ses créations jusqu'à ce qu'Auschwitz et Hiroshima tempèrent son scientisme. Il réalise alors que ses jouets peuvent générer le chaos. Pour autant, il ne remet pas en cause "le progrès" dans sa globalité. Au contraire, pour mieux oublier ses méfaits passés, il développe toutes sortes de stratégies lui permettant de continuer de croire qu'il peut encore le maîtriser. La "gestion du risque" et le "principe de précaution" n'ont d'autre but que de lui donner la bonne conscience nécessaire à la poursuite du processus. C'est ainsi qu'il multiplie les techniques, les connecte, les met en réseau... tant et si bien qu'elles deviennent "la" technique : un *environnement* à part entière, au même titre que jadis la nature. Comment alors celle-ci ne deviendrait-elle pas incritiquable, tabou, sacralisée ?

Le fait que l'on en soit encore à rechercher des alternatives au capitalisme nous apparaît donc doublement dramatique. D'abord parce que l'on ne réalise toujours pas que "le capitalisme est une réalité déjà historiquement dépassée : il peut bien durer un siècle encore, cela n'a pas d'intérêt historique. Ce qui est nouveau, significatif et *déterminant*, c'est la technique" (Ellul, A temps et à contretemps, 1981). D'autre part parce que, quand on en vient à critiquer le principe même de la croissance, l'on dérape très souvent dans la technophobie... alors que "ce n'est pas la technique qui nous asservit mais le sacré transféré à la technique" (Ellul, Les nouveaux possédés, 1973).

Ce n'est que lorsqu'on intègre cette *intrication* du système et de l'individu que l'on réalise combien la politique est illusoire. Rechercher un "modèle" de société, c'est replonger dans la tentation objectiviste, qui est la matrice de l'idéologie technicienne. Vouloir changer le monde en faisant l'impasse sur le regard qu'on lui porte revient à ne pas voir le chemin qui mène d'Hiroshima à Fukushima, c'est ne pas comprendre que notre société a cessé d'être "industrielle" pour devenir "technicienne". La technique n'est plus un objet d'encensement mais elle est désormais si intériorisée qu'on ne voit plus au nom de quoi on pourrait la juger. Non seulement son aura reste intacte mais l'idéalisme d'antan a cédé la place à un pragmatisme aux accents totalitaires.

### **Le capitalisme : un effet plus qu'une cause**

L'idéologie technicienne repose sur "la préoccupation de l'immense majorité des hommes de notre temps de rechercher en toutes choses la méthode absolument la plus efficace" (La technique ou l'enjeu du siècle, 1954). "Partout où il y a recherche et application de moyens nouveaux en fonction du critère d'efficacité, on peut dire qu'il y a technique. Celle-ci n'est donc définie ni par les instruments employés *ni par tel ou tel domaine d'action*" (Le système technicien, 1977). La quête du profit n'est par conséquent qu'une expression parmi beaucoup d'autres de la quête d'efficacité. Ne pas le comprendre, c'est se focaliser sur des effets et ne pas vouloir en considérer la cause.

Or ce qui provoque la financiarisation de l'économie, Ellul le démontre en 1988 dans Le bluff technologique, c'est l'électronisation de l'argent. Et ce qui cause la dette, c'est un investissement inconsidéré dans les "nouvelles technologies" et la production d'une myriade de "gadgets" électroniques, "une course à la dépense stupéfiante, que plus personne ne contrôle". Analysant "le décrochage entre le monétaire et le réel", il montre que la finance pilote l'économie très exactement comme la bureaucratie gouverne la politique : par la technique. C'est parce que sa suprématie n'est pas conscientisée que notre économie est perpétuellement en crise.

Que manque t-il aux détracteurs du capitalisme pour l'admettre ? Pour le comprendre, prenons l'exemple des *Économistes atterrés* et la façon dont ils démontrent l'inanité de la fameuse thèse de l'*efficience* des marchés financiers. "L'erreur majeure de la théorie de (cette thèse) consiste à transposer aux produits financiers la théorie habituelle des marchés de biens ordinaires. Sur ces derniers, la concurrence est pour partie auto-régulatrice en vertu de ce que l'on nomme la loi de l'offre et de la demande : lorsque le prix augmente, alors les producteurs augmentent leur offre et les acheteurs réduisent leur demande. Le prix baisse et revient donc près de son niveau d'équilibre. Autrement dit, quand le prix d'un bien augmente, des forces de rappel tendent à freiner puis inverser cette hausse. La concurrence produit des *feed-backs négatifs*. L'idée d'efficience naît d'une transposition directe de ce mécanisme à la finance de marché. Or pour cette dernière, la situation est radicalement différente. Quand le prix augmente, il est fréquent d'observer, non pas une baisse mais une hausse de la demande ! En

effet, la hausse du prix signifie un rendement accru pour ceux qui possèdent le titre, du fait de la plus-value réalisée. La hausse du prix attire donc de nouveaux acheteurs ce qui renforce encore la hausse initiale. Les promesses de bonus poussent les traders à amplifier encore le mouvement. Jusqu'à l'incident, imprévisible mais inévitable, qui provoque l'inversion des anticipations et le krach" (Manifeste des Économistes atterrés).

Cette analyse ne nous convainc qu'à moitié. Elle n'indique pas en effet pourquoi l'on continue d'accorder du crédit à une théorie dont il est si facile de démontrer qu'elle ne tient pas. Ce qui fait défaut, c'est à la fois l'indication que les marchés en question ne sont rien d'autre que d'immenses réseaux électroniques puis la démonstration du fait que si l'on continue de penser qu'il est possible d'interpréter convenablement toutes les informations qui circulent sur ces réseaux, c'est que tout repose sur une croyance : la croyance en l'efficacité... de la technique. On procède comme si le piratage électronique n'existait pas ou comme s'il était facile de le déjouer. Or jamais autant que depuis l'arrivée d'internet, le délit de fausse information n'a été aussi difficilement repérable. Quand bien même les informations qui circulent seraient toutes vraies, elles sont si nombreuses qu'il est de plus en plus difficile de les trier et ne retenir que les plus pertinentes. "Trop d'infos tue l'info". Or depuis l'électronisation de l'économie, chacun part à la course à l'info. Le phénomène de la spéculation s'identifie donc à cette course. La déréglementation des marchés est le produit direct de la croyance en la totale efficacité de la technique. On sait le résultat : la spéculation ayant accru considérablement la volatilité des prix des actifs, celle-ci constitue désormais un facteur de risques considérable. Les plus-values ne dépendant plus désormais que de *la possibilité d'anticiper correctement ces risques*, on entre dans un cercle vicieux : des outils sont créés pour évaluer les risques tandis que des mathématiciens et des ingénieurs sont embauchés à tour de bras pour gérer les catastrophes provoquées... par les produits de la génération précédente. Si bien que pour palier à l'incapacité des humains de traiter les opérations, on confie à présent à des algorithmes le soin d'effectuer les opérations dans des délais de plus en plus rapides. Il n'y a plus de pilote dans l'avion car il n'y a plus de cabine de pilotage. Les marchés financiers sont devenus les drones de l'économie mondiale et comme ce sont eux qui influent sur "l'économie réelle", cette dernière est désormais *entièrement* sous la coupe de la technique.

Quand Ellul conclut que ce n'est plus l'*accumulation* du capital qui fait le capitalisme, comme au temps de Marx, mais l'ensemble des moyens de le faire *circuler* en des temps records, qui est prêt à l'entendre ? Pourquoi l'autonomie (donc la souveraineté) de la technique n'est-elle toujours pas remise en cause aujourd'hui, si ce n'est de façon marginale ? Parce que règne encore la croyance qu'elle est *neutre* : "elle n'est ni bonne ni mauvaise, répète t-on à l'envi, tout dépend de l'usage que l'on en fait". Nous affirmons ici que la prétendue neutralité de la technique n'est en fait que notre propre neutralité à son endroit : elle est *tabou* : il est interdit d'en parler, du moins de la critiquer en profondeur. Et cela continuera ainsi tant que "l'homme moderne", par pur orgueil, refusera d'admettre qu'il est dans sa nature d'homme de sacrifier son milieu.

### **Croyances molles et croyance dure : de la domination à l'aliénation**

Certes, nous ne sommes ni les seuls ni les premiers à dire que *l'horreur économique* découle d'une crédulité collective. Marx lui-même parlait de "conscience fautive" pour démontrer les fondements de toute idéologie, du capitalisme en particulier. De fait, la critique du capitalisme contemporain est assez souvent couplée avec celle des nouveaux modes de propagande. On aboutit alors à la conclusion que si le capitalisme perdure, c'est que le fétichisme de la marchandise est savamment entretenu à grande échelle à force médiatique. C'est la théorie de la *fabrique de l'opinion publique* qui

s'est amorcée aux USA durant les années 1950 avec les travaux de Vance Packard et qui se poursuit aujourd'hui avec ceux de Noam Chomsky.

Celle-ci nous paraît extrêmement limitée car réduite au schéma manichéen de la domination : une poignée de puissants manipulent toute une masse de moutons... Certes l'info de masse, la publicité, les industries culturelles, constituent des "armes de destruction massive" de l'esprit critique et sont d'autant plus redoutables qu'elles sont contrôlées par un cercle réduit de personnes. Jamais autant qu'aujourd'hui le divertissement n'a été utilisé pour *faire diversion* sur les questions vitales, focaliser l'attention sur les biens et services de loisir et aiguïser le désir d'en jouir. Mais pourquoi ne voit-on pas alors que cette concentration des pouvoirs est elle-même une *résultante* de la technique ? Ellul a montré dans Le système technicien que la technique ne peut plus se développer aujourd'hui que par la mise en relation de *tous* les réseaux. C'est elle qui est totalitaire, non le capitalisme qui n'est que son instrument.

Les rapports de domination sont bien réels (qui peut les nier ?) mais il n'y a lieu de se focaliser dessus que si l'on accorde à l'argent... une valeur. Qui prend en revanche le soin d'écouter le riche et le puissant reste confondu par la misère spirituelle qui s'en dégage. Certains nous rétorqueront que c'est là philosopher et qu'il faut "vivre avant de philosopher". Mais c'est précisément ce type d'argument qui marque le règne de l'aliénation ! La misère matérielle est un scandale, bien sûr, mais tout type de misère l'est également. En revanche, la pauvreté matérielle n'a-t-elle pas partie liée avec la *simplicité volontaire*. N'est-ce pas elle, et elle seule, qui peut nous dissuader de fétichiser la marchandise ?

Ce qu'oublie bien facilement les contempteurs du capitalisme, c'est que si la propagande marchande est efficace, c'est qu'elle trouve preneur. Mais pourquoi donc en font-ils si peu cas ? Parce que cela les obligerait à faire le deuil d'une thèse véhiculée depuis les Lumières et qui a aujourd'hui valeur de doctrine : "l'homme moderne" est un être *émancipé*, du moins assoiffé de liberté. Mais de quoi donc se libère celui qui reste rivé à son pouvoir d'achat ? Une bonne partie de la contestation se focalise sur les écarts de richesses, soit. Mais de quelles richesses parle-t-on dès lors que la marchandise est fétichisée ? De même, combien de militants ne se flattent-ils pas d'utiliser les *autoroutes de l'information* pour construire leurs réseaux, sans réaliser au passage que *seule* la concentration capitaliste est capable de les leur offrir ? Rien d'étonnant alors que leur contestation ne porte que sur les superstructures (le débat idéologique) et fasse l'impasse sur les infrastructures, dont Marx a pourtant démontré il y a deux siècles comment elles conditionnaient tout le reste.

Quelles sottises n'avons-nous pas entendues sur "le rôle majeur du téléphone portable dans les révolutions arabes" ? Il n'existe *aucun rapport* entre le fait de se donner rendez-vous pour une manif et celui de mener une réflexion de fond. Si l'on croit que la technique peut nous être utile pour construire une "alternative" au capitalisme, alors, poussons jusqu'au bout notre raisonnement : collectons nous-mêmes des capitaux et créons un prolétariat comparable à celui du capitalisme, afin de constituer notre propre infrastructure, pour concurrencer la sienne ! Au fond, c'est exactement ce qu'ont fait les Russes au XX<sup>e</sup> siècle, quand ils voulaient rivaliser avec les Américains. De fait, le communisme n'était jamais qu'un capitalisme d'état. Et s'il a échoué, c'est tout simplement que les Soviets agissaient sur le prolétariat par la contrainte quand les Yankees utilisaient une propagande subtile, basée sur les *techniques* psychologiques de manipulation, les fameuses *public relations*. Celles-là mêmes qui continuent aujourd'hui d'assurer le maintien du capitalisme privé (... ainsi qu'il faudrait toujours l'appeler).

Dans sa trilogie consacrée à la révolution (Autopsie de la révolution, 1969 ; De la révolution aux révoltes, 1972 ; Changer de révolution, 1982), Ellul montre comment c'est cette intériorisation des contraintes qui rend aujourd'hui impossible toute révolution. Il est inutile de centrer nos critiques sur les systèmes, que ce soit le capitalisme ou le système industriel, car, ce faisant, nous retombons dans le même piège objectiviste. Il importe au contraire d'approcher les situations de façon dialectique, c'est-à-dire en considérant simultanément les deux pôles, le système et l'individu. L'un *par rapport à* l'autre.

## **L'articulation du je-nous**

Nous l'avons dit, ce qui fait problème n'est pas *le* capitalisme mais les capitalismes : toute accumulation de capital est génératrice de prolétariat, que ce soit l'État ou le patron qui tient les sous et dès lors que l'on assimile le travail à une valeur et que l'on en fait un dogme. Tel le curé persuadant le paroissien que le salut de son âme repose sur la qualité de ses oeuvres, le patron a convaincu l'ouvrier que s'il s'exténueait au labeur, il finirait par en profiter un jour. Mais si le curé n'a jamais prouvé à qui que ce soit (ni avoir prétendu d'ailleurs pouvoir le faire) que le salut s'accomplit dans la vie éternelle, le patron, lui, a depuis longtemps convaincu l'ouvrier qu'il devait faire du confort matériel son seul horizon. Il lui a promis la béatitude pour ici-bas et pour bientôt et il a tenu ses promesses lors des grandes phases de croissance. Et c'est de ce "paradis perdu" que l'on garde aujourd'hui la nostalgie. Malgré la multiplication des crises qui le ponctuent, l'avenir du capitalisme n'est nullement compromis et il ne le sera pas tant que ne seront pas remis en cause l'idéal de confort et la soumission à la nécessité ("ce que l'on considère comme absolument nécessaire à son bien-être").

Or ce qui fait d'abord obstacle à cette remise en cause, c'est la technique. C'est elle en effet qui nous conduit à souhaiter que notre confort soit *total*. Le système technicien est totalitaire car il pénètre nos corps et nos consciences dans tous les moindres recoins et envahit notre temps le plus intime. L'exemple de l'informatique le montre bien : entré dans nos foyers dans les années 1970, le "micro-ordinateur" a été supplanté par "l'ordinateur portable" quand l'homme a "voulu" continuer le week-end le travail amorcé en semaine au bureau. Le *smartphone*, qui l'accompagne aujourd'hui dans la rue et en voiture, disparaîtra à son tour quand des microprocesseurs auront été glissés sous sa peau. Il pourra alors se donner toutes les bonnes raisons de travailler dans son lit, dans sa baignoire ou dans ses toilettes. La technique n'est totalitaire que parce que "l'homme moderne" la convoque partout et tout le temps.

*Pourquoi pas ?* s'entend-on dire souvent. *A quel prix ?* s'interroge t-on plus rarement... Car il est des questions qui ne se posent pas. S'en est-on posé quand on a inondé nos bâtiments d'amiante, quand on a confié à Tchernobyl et Fukushima la mission de les éclairer et les chauffer ou quand on a couvert certains champs d'OGM ? De même que l'autruche ne veut pas voir venir aujourd'hui ce qui la mangera demain, de même, "on n'arrête pas le progrès" car - nous l'avons dit - c'est un sujet tabou. La technique suit son cheminement, hors de toute considération éthique, sanitaire, politique. C'est pourquoi il est plus dur d'éteindre un réacteur atomique que de le mettre en service.

La technique est autonome car nous sommes incapables de penser sur le long terme. Qui établit le lien entre la *main invisible* d'Adam Smith et les *algorithmes fous* de Wall Street ? Comment peut-on à la fois s'alarmer de la dette et voir en même temps dans l'innovation technique un facteur de développement ? Pourquoi ne comprend-on pas que prendre au sérieux le verdict d'une agence de notation revient exactement à légitimer le pouvoir du technicien non seulement sur la politique mais sur l'économie ?

Qui réalise que vouloir élaborer un modèle macro-économétrique, c'est se couper de la réalité ? En parlant de réalité, pourquoi l'expression "économie réelle" n'est-elle pas reclassée une fois pour toutes dans le vocabulaire ubuesque ?... Parce que l'idéologie technicienne a fini par nous faire croire que nous pouvons impunément distinguer le réel du virtuel comme on distingue un homme d'une femme et le jour de la nuit.

Nous ne sommes pas critiques à l'endroit de la technique car nous nous y perdons corps et âmes. Que demande le peuple ? *Facebook*. "Des centaines d'amis", qu'il ne connaît pas et ne connaîtra jamais mais avec qui il passera l'essentiel de son temps à *tchater*, pour fuir à la fois sa solitude et ses responsabilités. Nous "communiquons" ? La belle affaire ! Internet nous rapproche de "l'autre". Certes, mais qui est cet autre ? Un être désincarné, voire anonyme quand il s'exprime sous pseudo. Les automates à synthèse vocale se multiplient dans les lieux publics et nous ne réalisons pas que, lorsque nous leur obéissons en "tapant 1" ou en "tapant dièse", nous craignons en notre for intérieur de ne pas pouvoir rester très longtemps à leur hauteur.

L'homme à égalité avec la machine ? Osons le vocabulaire de circonstance : la question ne se pose plus en termes de *concurrence* mais de *fusion*. L'homme a perdu la compétition sur tous les terrains : une machine produit plus et mieux que cent individus réunis et *Deep Blue* écrase Kasparov. Or c'est précisément parce que le robot l'emporte que le capitalisme survit quand on le donne pour moribond. Il poursuit sa mue comme il l'a toujours fait, de crise en crise, mais sa vie est désormais *artificielle* : "l'économie réelle" se meurt, qu'à cela ne tienne, c'est avec une économie dématérialisée qu'il traite. Si son avenir n'est pas menacé et si le virtuel conditionne le réel, c'est que l'homme est en voie de considérer le robot comme son alter ego. Il a perdu la partie contre lui, certes, mais en bon perdant, il lui manifeste les égards que l'on doit à tout partenaire. Au point d'envisager de "faire couple" avec lui. Ainsi le *cyborg* ne constitue pas seulement la promesse de marchés juteux : dès lors que la marchandise est fétichisée, il apparaît comme l'avenir de l'homme.

### **Prochaine étape : le transhumanisme**

Au début des années 1980, à l'Université de Californie de Los Angeles, un certain nombre d'intellectuels (informaticiens, chercheurs, philosophes, artistes, écrivains...) se sont régulièrement réunis autour d'un même projet : l'être humain ne peut s'améliorer (se maintenir en bonne santé, être plus performant physiquement et mentalement, repousser les limites de son vieillissement...) qu'à l'aide de moyens techniques et il *doit* tout mettre en œuvre afin d'accélérer ce processus. Ce "devoir" confère à leur mouvement, le transhumanisme, un caractère explicitement technophile. Vingt ans plus tard, ils se sont constitués en association qui a maintenant pignon sur rue. Nous n'entrerons pas ici dans la genèse de ce mouvement ni dans la description de ses multiples déclinaisons, il existe en effet déjà à ce sujet toute une littérature. Nous nous contenterons de relever trois caractéristiques, en rapport avec notre propos.

Le transhumanisme se fonde d'abord sur le concept de la *convergence technologique*, qui désigne la connexion entre quatre grands domaines de la recherche scientifique, les "NBIC" : Nanotechnologies, Biotechnologies, Informatique et sciences Cognitives. Cette convergence permet à l'homme d'espérer se libérer des bases de la génétique, d'augmenter les compétences de son cerveau, notamment grâce à des techniques de téléchargement (dont les recherches sont déjà en cours). Deuxième particularité : les transhumanistes désignent par le mot *singularité* l'idée que l'intelligence artificielle, pouvant dépasser les capacités humaines, les machines se reproduiront un jour entre elles et que leur multiplication se fera à un rythme si rapide que l'humanité disparaîtra



pour céder la place à une espèce supra performante. Selon eux, la technique nous oblige donc à redéfinir dès à présent la notion d'humain. Troisième facteur, la justification de cette entreprise : au nom de quoi désire t-on tout cela ? Au nom du bonheur. Ce bonheur dont nous avons précédemment souligné que sa quête constituait le fondement même du capitalisme. Le transhumaniste David Pearce est l'auteur d'un texte au titre on ne peut plus explicite : *L'impératif hédoniste*. Voyant dans la nature "la source de toutes les souffrances", il estime que la technique *doit* être utilisée pour neutraliser directement celles-ci dans le cerveau et ainsi "rendre les hommes heureux". Le mythe du paradis terrestre avait déjà trouvé une expression au XIX<sup>e</sup> siècle à travers le mouvement utilitariste (*le critère de toute action est ce qui maximise le bien-être global*, disait Bentham) Le transhumanisme s'assigne la mission de le réaliser.

L'idéologie du bonheur étant aujourd'hui la chose la mieux partagée, on comprend sans mal pourquoi le transhumanisme n'est pas un sujet de débat : il est *dans l'air du temps*. Après tout, la médecine ne s'appuie t-elle pas déjà tout entière sur la science et la technique ? "L'homme" n'accueille t-il pas déjà en son corps toutes sortes de substances et d'artefacts ?... C'est oublier là que *tous* les hommes ne bénéficient pas d'un système de santé mais seuls les ressortissants des pays les plus industrialisés de la planète, tandis que des millions d'autres n'accèdent pas aux besoins de base. La technique est la chose la moins démocratique qui soit, surtout dans le domaine de la santé. Or voici que, dans nos pays précisément, certains en veulent plus. Ils aimeraient pouvoir recourir aux prothèses sans nécessairement être malades, juste pour se doper, augmenter leurs capacités physiques, intellectuelles et morales, voire s'attribuer des capacités inédites. Si le *transhumanisme* s'apparente au capitalisme, c'est d'abord parce qu'il renforce les inégalités.

A cet argument, les transhumanistes sont divisés. Certains répondent que la technique n'est inégalitaire que momentanément, le temps des investissements. Ils reprennent alors le couplet technoprophétique des défenseurs des OGM, censés résoudre le problème de la faim dans le monde. D'autres, tels l'anglais Max More, ne s'encombrent d'aucun état d'âme. Se réclamant de Nietzsche ou des théories eugénistes, ils estiment que les êtres physiologiquement ou psychologiquement faibles doivent se soumettre à la loi de la sélection naturelle.

Quels que soient les arguments des uns et des autres, le transhumanisme traduit un glissement progressif d'une logique de *remédiation* (l'objectif de la médecine est de pallier les déficiences naturelles) vers une logique d'*augmentation* (l'homme utilise la technique pour se doter de compétences dont la nature ne l'a pas pourvu). Nous sommes bien ici au cœur de la logique technicienne : l'efficacité est justifiée par la recherche du confort. *L'impératif hédoniste* légitimise le culte de la performance, ainsi la volonté de puissance peut-elle continuer de s'exercer en toute bonne conscience. L'*accumulation* du capital-argent (du capitaliste) trouve son prolongement direct dans l'*augmentation* du capital-physico-mental (du technicien).

L'objectif du transhumanisme, comme l'indique son nom, est d'*accomplir* le projet humaniste. Impossible, donc, de critiquer le premier sans critiquer le second. Encore faut-il le souhaiter : admettre que la sacralisation de la technique est en fait celle de l'homme lui-même. L'humanisme est fondé sur une prétention inconsiderée de la raison à se juger elle-même. C'est donc son procès qu'il convient d'instruire par delà celui de la technique. Or, souligne Ellul, nous ne pouvons critiquer la technique que depuis "quelque chose qui transcende la raison", quelque chose qui vient défier l'humanisme.

## Les fausses solutions

Le problème qui se présente ici dépasse donc largement le cadre de la critique d'un modèle économique (le capitalisme), il oblige en revanche à en considérer tout l'arrière-plan historique et philosophique. On réalise ici pourquoi les discussions à son sujet ne peuvent être que stériles.

"Croire que l'on modifiera quoi que ce soit par la voie institutionnelle est illusoire" dit Ellul, car la politique n'est qu'une illusion face au phénomène technique. Imagine t-on que le productivisme puisse être mis en débat dans une campagne présidentielle ? A fortiori, comment la question du transhumanisme pourrait-elle être connue du grand public ? Elle n'est abordée dans le champ politique que marginalement. Prenons l'exemple au Parlement européen. Jamais les députés eux-mêmes ne se sont emparés du sujet. En revanche, ils ont confié à un organe extérieur la mission de les conseiller sur les sujets complexes. Ainsi en 2009, une commission a été chargée d'étudier les thèses transhumanistes dans le but de préparer une réglementation à l'échelle européenne. Qu'en est-il ressorti ? Dans ses conclusions, le rapport recommandait de ne pas se référer à la notion de "*nature* humaine", considérée comme controversée, et de se limiter à celle de "*condition* humaine". Il n'est venu à personne l'idée que cette "*condition*" puisse être *déjà* toute entière façonnée par la technique (au sens ellulien du terme : l'idéologie technicienne). Ce ne sont pas les élus qui ont eu le premier et le dernier mot mais des *experts*, des "techniciens". Parfaite démonstration de ce qu'Ellul analysait en 1965 dans L'illusion politique : la classe politique n'a plus aucune prise sur la technique pour la raison qu'elle confie le débat aux bureaux avant d'*entériner* leurs conclusions.

Quid alors des citoyens ? La plupart d'entre eux continuent de se centrer sur le capitalisme. Choqués par le creusement des inégalités sociales, ils n'expliquent celui-ci que par la soif de profits des puissants. Mais en quoi cette soif est-elle nouvelle ? En rien. Ce qui la décuple, en revanche, c'est l'autonomie de la technique. En ne critiquant jamais celle-ci, les citoyens sont obligés de ressasser leur vision manichéenne. La situation devient alors paradoxale : alors que plusieurs dirigeants libéraux en viennent à souhaiter l'application de mesures autrefois revendiquées par le mouvement altermondialiste (telle la taxation des revenus financiers), celui-ci s'essouffle. Rivés aux vieilles grilles de lecture marxistes, les anticapitalistes ne réalisent pas qu'en se focalisant sur question de la domination, ils se privent d'aborder celle de la l'aliénation qui englobe la première. C'est ainsi qu'à la longue, ils n'ont plus d'autres arguments que leur *indignation*. Mais afficher un état d'âme n'a jamais changé le monde.

Certes, d'autres vont plus loin et portent leur réflexion sur les attitudes qui sont à l'oeuvre dans l'idéologie productiviste, à tous les échelons de la société et non seulement chez ses dirigeants. Les plus impatientes cherchent un contre-modèle à la croissance (... et c'est la décroissance) quand les plus avisés comprennent que ce n'est pas un autre *objet* que l'on doit s'attacher à définir mais un autre *sujet* (la formule "simplicité volontaire" est nettement plus heureuse, nous y reviendrons). Mais on limite le plus souvent ses études à la société industrielle (l'exemple le plus révélateur est celui de *l'Encyclopédie des Nuisances*) sans saisir qu'elle est devenue technicienne (toutes les catégories professionnelles sont touchées, l'administration tout autant que l'industrie des technologies de pointe ou l'agriculture intensive). Et quand la critique porte sur la technique, elle tombe très souvent dans le piège de la technophobie (alors que, répétons-le, "ce n'est pas la technique qui nous asservit mais le sacré transféré à la technique"). Le collectif grenoblois *Pièces et main d'oeuvre* en est un exemple.

Les arguments économistes sont plus fouillés parce qu'ils sont plus... techniques. Mais peu en France prennent au sérieux la thèse de l'autonomie de la technique (Latouche, Torjman...). La question du sacré reste au passage dans l'ombre. Le concept de sacralisation est opératoire chez les anthropologues mais non chez eux, car leur discipline reste conditionnée par une vision objectiviste du monde. C'est pourquoi, même les plus critiques finissent à leur tour par ériger les états d'âme en label. Les citoyens sont indignés? Les économistes sont *aterrés* quand il faudrait se tenir debout, c'est-à-dire faire preuve de lucidité quant à la question du sacré. De façon générale, le drame des "chercheurs en sciences humaines" est de s'activer chacun dans sa spécialité. Ne s'étant finalement pas dégagés de la tradition scientifique, ils participent au nom d'une interprétation étroite du principe weberien de la neutralité axiologique, à ce qu'Ellul appelait ironiquement la *religion du fait*. La transdisciplinarité qu'ils appellent régulièrement de leurs vœux trouve certes l'occasion de s'exprimer au fil de leurs colloques mais ceux-ci sont organisés selon le bon vieux schéma taylorien du partage des tâches. Chacun d'eux, en définitive, s'en tient à son rôle du technicien : consciencieux, méthodique, mais surtout pas engagé *au delà de ce que la raison impose*.

### Issues de secours

Nous le disions en introduction, le capitalisme est un modèle à la fois vivace et mortifère. Vivace tant que l'on s'obstine à faire du confort matériel un idéal, mortifère tant que l'on confie à une "main invisible" (anonyme et irresponsable) le soin de réaliser cet idéal, en la dotant de mille techniques que l'on *croit* elles-mêmes "efficaces" (aptes à concrétiser celui-ci). Le système est d'autant plus mortifère que cette croyance n'est pas reconnue comme telle : on constate ses effets dévastateurs mais l'on se refuse d'admettre, et même de supposer, que l'on en est soi-même l'acteur. On s'obstine à vouloir l'abolir ou l'améliorer sans réaliser que ce qui le dope nous a déjà aliéné. De fait, pour les jeunes générations, la technique est un *déjà-là*, elle constitue leur milieu : on baigne dedans, on est obligé de composer avec elle quand bien même on n'est pas *geek*. Combien est-il plus difficile de la critiquer aujourd'hui qu'au temps d'Ellul, quand lui-même ne parvenait pas à faire valoir ses vues.

Ce temps était aussi celui de Debord, Castoriadis, Charbonneau, Baudrillard et Illich... qui, avant que la formule "penser globalement" ne soit à la mode, traitaient l'individu et le système comme un *couple*, c'est-à-dire de façon *dialectique*, en en tirant les enseignements au plan militant. En 1935, Ellul écrivait : "Toute révolution doit être immédiate, c'est-à-dire qu'elle doit commencer à l'intérieur de chaque individu par une transformation de sa façon de juger et d'agir. C'est pourquoi la révolution ne peut plus être un mouvement de masse et un grand remue-ménage ; il est impossible de se dire révolutionnaire sans *être* révolutionnaire, c'est-à-dire sans changer de vie". Sa critique du capitalisme, de fait, *s'incarnait* dans ses actes: il n'a jamais lui-même épargné, capitalisé, quoique ce soit, pratiquant avec sa famille la *simplicité volontaire* avant la lettre.

De même, lorsqu'il affirmait que l'on ne peut critiquer le rationalisme que *depuis ce qui transcende la raison*, il témoignait de sa foi chrétienne, indiquant que le dieu qu'il découvrait dans les écritures était avant tout pour lui un dieu qui invite à désacraliser les idoles afin de se libérer de leur emprise. Sans cette référence, répétait-il, il n'aurait pu analyser par lui-même le phénomène de la sacralisation de la technique. Nul doute que s'il avait eu connaissance des théories transhumanistes (développées après sa mort), il aurait démontré non seulement comment celles-ci relèguent la foi au rang de posture folklorique mais comment elles assignent à l'homme un rôle en tout point comparable à celui du dieu créateur... mais selon un plan eschatologique diamétralement inverse, l'artificialisation du corps humain devenant l'antithèse du symbole de

Les temps que nous traversons sont marqués par un paradoxe : alors que, depuis vingt ans, le capitalisme est le seul système économique en service sur la planète, tout le monde - que ce soit dans les rangs de ses défenseurs comme parmi ses opposants - s'accorde à dire qu'il fonctionne mal. Les spasmes qui l'affectent sont de plus en plus aigus et rapprochés, entraînant non seulement la dégradation de notre condition (pauvreté, précarité, chômage) et de nos relations (sentiment d'injustice, violences) mais aussi celle de tout notre environnement. Car même si certains en appellent aux énergies non polluantes et au "développement durable", la tendance générale est à l'insouciance en regard de la raréfaction des matières fossiles et de l'extinction de milliers d'espèces animales et végétales. Le paradoxe est donc celui-ci : d'une part nous créons des nuisances, d'autre part nous nous plaignons d'en pâtir.

Comment il est possible qu'un processus qui relève à ce point de l'inconséquence perdure à si grande échelle. Cette question, bien sûr, d'autres que nous se la posent et tentent d'y répondre. L'idée la plus répandue, à gauche comme à droite, est que le capitalisme est devenu incontrôlable du fait qu'il est passé sous la coupe de la finance. Ses supporters estiment qu'il faut l'amender, le réformer, le réguler, le *moraliser*... sans toutefois préciser d'où surgirait une éthique qui fait aujourd'hui défaut, ni pourquoi l'on s'y rallierait comme un seul homme. A l'opposé, ses détracteurs considèrent qu'il faut l'abolir et lui trouver une *alternative*. Ils en appellent généralement à la gouvernance des États, à l'arbitrage des instances internationales et à un sursaut citoyen. Mais là encore, les actes ne relaient pas les paroles.

"Sortir de la crise"... Sur le sujet, des quantités de livres sont écrits et les discours se succèdent. Les chefs d'états, de sommets en sommets, élaborent des "plans de sauvetage" qui ne sauvent en définitive que les banques tandis que "l'opposition" (ou ce qui se présente comme telle) reste incapable de fédérer le moindre consensus. Comme disait Oscar Wilde, "l'homme connaît le prix de tout mais la valeur de rien". La politique est submergée par le processus marchand.

A nouveau, comment peut-on rester durablement incapable de maîtriser un processus dont on sait qu'il constitue une menace ? Si notre raison est à ce point impuissante, n'est-ce pas que le discours de légitimation qui porte le capitalisme repose sur une *passion* ? Comme le procès du capitalisme se réduit souvent à celui de ses acteurs, on pense ici d'abord à la passion du profit. Si tout va mal, c'est la faute aux patrons, aux actionnaires et aux traders. Comme si, dans cette histoire, le citoyen n'avait aucune responsabilité à endosser. Or qu'est ce qui *glorifie* mieux le capitalisme que la passion de consommer ? Si la nostalgie des Trente glorieuses transparait jusque dans nos luttes sociales, à travers la défense du *sacro-saint* pouvoir d'achat, en revanche, on a tendance à voir plus facilement la paille dans l'œil du voisin que la poutre dans le sien.

Au fond, si beaucoup de ceux qui *subissent* aujourd'hui le système ne le contestent pas radicalement, n'est-ce pas parce qu'ils aimeraient en *profiter* davantage eux-mêmes ? "Partager les fruits de la croissance", comme disent les plus lettrés d'entre eux. De fait, quand les médias nous assèment qu'il faut "ressusciter les marchés" ou